

Le citoyen, le consommateur et le sujet

Author : Jérôme Grondeux

Categories : [Politique](#)

Date : 6 mai 2013

L'arrivée en France des « actions collectives », qui permettent aux consommateurs de se regrouper pour mener des actions en justice, importées des États-Unis avec certaines adaptations, m'a replongé dans une vieille interrogation. Au-delà de la pertinence du projet, ne vivons-nous pas un basculement du modèle de citoyen à celui du consommateur ? L'opinion ne se structure-t-elle pas de plus en plus sur ce modèle des « class actions », même quand il s'agit non plus de consommation, mais de politique ?

Esquisser une réponse à cette question suppose avant tout de se défaire d'une utopie rétrospective, selon laquelle autrefois, notre pays n'aurait été composé que de citoyens pleinement concernés par le devenir de la nation.

Alors que la démocratie n'en était qu'à ses balbutiements, Tocqueville exprimait déjà une inquiétude destinée à trouver de longs échos : et si le citoyen disparaissait ? Sa définition de l'individualisme est restée célèbre : le repli paisible et réfléchi de l'individu sur une petite société constituée par sa famille et ses amis, repli qui le conduit à abandonner la grande société à son destin. Ainsi périrait la « vertu », capacité du citoyen à faire passer l'intérêt général avant son intérêt particulier, qui selon Montesquieu était le ressort du régime démocratique

L'inquiétude de Tocqueville faisait écho aux critiques des conservateurs, en particulier de Bonald, contre les principes de 1789 [\[1\]](#) : selon l'auteur contre-révolutionnaire, une fois chaque citoyen garanti des autres par la somme de ses droits, personne ne voudrait plus se dévouer pour le bien public, l'esprit de sacrifice disparaîtrait de la société, vouant celle-ci à l'anarchie.

Tocqueville pensait que l'éclipse du citoyen n'était pas fatale, et comptait sur la décentralisation, sur la liberté d'association et sur l'influence de l'altruisme religieux pour ouvrir les individus à la dimension politique. Mais le débat ne s'épuisait pas dans le conflit entre libéraux et conservateurs. Dès l'époque de la révolution française, un modèle différent avait surgi, qui puisait ses sources dans l'antiquité et dans la réflexion sur l'affirmation de l'État moderne : celui du républicanisme. Pour les républicains, l'État se doit de promouvoir, par divers moyens dont l'éducation, la citoyenneté. Les nationaux doivent devenir aptes à se hisser, dès lors qu'ils agissent politiquement, au-dessus de l'horizon borné de leur intérêt privé. Il s'agit qu'ils soient concernés par le devenir de la nation, liés rationnellement et affectivement à elle.

Ambitieux projet, potentiellement totalitaire si on le radicalise... Peut-être, au fond, toute la grandeur

de la III^{ème} République d'avant 1914 est-elle d'avoir combiné, à des dosages variables, dans un mélange de réalisme et d'idéalisme, l'ambition républicaine d'édifier une véritable communauté nationale et le souci libéral de respect des individus (et de l'autonomie nécessaire de la société civile). Dans la mémoire collective, on n'a bien souvent retenu que le premier aspect : d'où l'image surréaliste d'une France de la Belle Époque unanimement républicaine, confite en dévotion chaque 14 juillet, adhérant totalement au message supposé univoque des « hussards noirs » de la République. Le « pacte républicain » a existé : tous les Français n'en ont jamais été partie prenante.

Le libéralisme assume tout ce que la citoyenneté ne recouvre pas, et le domaine est vaste. Sous l'État, et à côté de lui, il y a toute une société, des individus qui font des choix, qui sont engagés dans le jeu social où ils jouent leur carte, qui s'associent, qui portent des héritages spirituels, régionaux... qui représentent des intérêts particuliers et collectifs. Ces individus, associés ou non, sont essentiellement des consommateurs du pouvoir, et pas seulement, ou pas du tout, des citoyens. Ils attendent de lui de l'ordre pour mener leur projet à bien, le respect de leurs droits, mais aussi des aides diverses (ce qui tourmente davantage nombre de libéraux). Le vote peut ainsi être un acte d'achat, qui relève d'une logique utilitaire, mais n'implique pas d'investissement réel. Les jugements politiques deviennent volatils, sommaires, et l'ingratitude devient la règle, puisque la réussite d'une politique signifie juste qu'on a acheté le bon produit, ce qui ne suscite pas spécialement de reconnaissance.

C'est cela que j'ai pensé reconnaître dans une lettre désabusée du président Georges Pompidou, écrite le 9 mars 1973 : « Tout le monde me parle de la France et je ne pense qu'à elle, mais croyez-vous que ce soit la préoccupation première des Français ? Certes, ils ont aimé de Gaulle dans la mesure où son arrivée signifiait la fin de l'occupation. (...). Que ce soit en 1958 et jusqu'en 1962, ils ont suivi massivement le Général, non pas amour de la décolonisation mais par désir de retrouver paix et tranquillité. (...) Chez nous, c'est le téléphone, le prix de la vie, la retraite des artisans et commerçants, le cours du lait, à l'occasion la peur du communisme qui dictent les choix. C'est pourquoi je reste convaincu que le rêve est l'apanage des dirigeants, et d'abord le mien, et que les Français attendent, eux, de l'action, mais de l'action qui leur facilite la vie plus qu'elle ne leur demande un effort [2]. »

D'autre part, les libéraux et les républicains ne sont pas les seuls à avoir écrit l'histoire nationale, et à avoir marqué la culture politique française. Qui pourrait nier à quel point notre pays est marqué par son héritage monarchique, quand bien même celui-ci s'est modernisé et démocratisé sous la forme du bonapartisme ?

Le recours à l'homme providentiel, qu'il s'appelle Louis-Napoléon Bonaparte en 1848, Adolphe Thiers en 1871, Georges Clemenceau en 1917, Raymond Poincaré en 1926, Philippe Pétain en 1940 ou Charles de Gaulle en 1958, a toujours trouvé dans le pays des échos puissants quoique temporaires. Nos institutions mêmes, celles de 1958 modifiées en 1962 ne sont stables que parce que, sauvegardant l'héritage républicain, elles ont fait une part à une logique de personnification

du pouvoir. Nicolas Sarkozy et François Hollande, ces deux hommes si dissemblables, ont payé et paient cher face à l'opinion de ne pas avoir incarné ce curieux mélange que l'on attend d'un monarque : permettre aux Françaises et aux Français une certaine identification tout en maintenant une élévation qui les valorise. De ne pas être au fond une figure paternelle, au sens le plus traditionnel du terme.

La relation au pouvoir n'est ici ni citoyenne ni utilitaire : elle met en jeu la figure du sujet. Mais un sujet qui, en France, n'est pas lié par le respect de la légitimité monarchique traditionnelle. Le sujet s'enthousiasme pour un président, s'en détourne, et prend face à lui toutes les postures adolescentes, dans les tourments d'une filiation décevante. Le sujet veut au fond un pouvoir fort pour pouvoir hurler au fascisme, s'affirmer contre lui en lui laissant la charge des affaires sérieuses et des choix difficiles. Qu'une présidente vienne, et ce sont les stéréotypes les plus caricaturaux du rapport à la mère qui se liront dans les orages de l'opinion. Avec au fond de tout cela une soif de loyalisme toujours déçu, que seul peut parfois satisfaire une flambée de patriotisme.

Le citoyen, le consommateur, le sujet : ils alternent en nous et autour de nous. Ils sont présents dans les constances et les soubresauts de l'opinion française, et la rendent particulièrement déconcertante. En prendre conscience nous permet de mieux comprendre la crise de confiance qui touche actuellement des forces de gouvernement pourtant majoritaires dans le pays.

Le sujet « carbure » à la confiance. Il est mu par le loyalisme. La fidélité est pour lui une valeur. Mais les présidents élus au suffrage universel, à la suite d'une compétition clivante, et contraints de s'impliquer dans la politique quotidienne (François Hollande, qui ne le désirait pas, n'a pu s'en dispenser) ne peuvent que très difficilement susciter ce type de sentiment. La patrie peut offrir un substitut à ce sentiment, si on l'envisage comme une réalité de longue durée. Mais nous traînons la vieille blessure mal cicatrisée de 1940. Toujours dans la lettre que nous avons citée, Pompidou écrit : « Tout le mal vient de 1940 et nous n'avons plus cette ardeur qui soutient tant de grands pays... ».

Le citoyen couple la défiance vis-à-vis des gouvernants, née de son implication politique et de la volonté d'avoir son propre avis sur la situation, et la confiance dans les résultats possibles de sa propre action politique. Il doit donc avoir une certaine confiance dans son pays, dans l'humanité ou dans la Providence, laïcisée ou pas. L'engagement totalement désespéré n'a pas grand sens.

Le consommateur a d'autant moins confiance que le marché politique offre un choix relativement limité. Il soupçonne facilement les hommes et les femmes politiques de vouloir le duper. Sa bouderie abstentionniste et ses votes absurdes même, il peut y voir des incitations à améliorer l'offre qui lui est proposée, sans sortir de sa passivité politique. Son adhésion n'est que ponctuelle.

On ne peut rassurer le sujet qu'en insistant à temps et à contretemps sur l'ambition nationale, que

l'on l'articule ou non à l'idée européenne (et à mon sens, cette articulation est nécessaire et possible), sans s'illusionner sur la possibilité d'annihiler l'aspect infantile de la relation de l'opinion au pouvoir. Le consommateur ne se manifeste que négativement, il est facteur d'instabilité et d'alternance, et comme tel nécessaire. Il faudra bien lui donner des résultats, mais ne pas s'imaginer qu'ainsi il sera apaisé. Il n'est là que pour être pris en compte par les dirigeants, et ce rôle passif n'est pas mince : le consommateur matérialise la forme la plus forte de la contrainte politique, et ses réactions toujours anticipées constituent une garantie, certes peu glorieuse, de la limitation du pouvoir qui sauvegarde la liberté.

Mais au final, un projet politique solide et ambitieux ne peut s'appuyer que sur le citoyen : les organisations politiques demeurent fondamentales, le travail collectif le seul gisement politique mal exploité du pays, et l'explication des mesures prises ou prônées un impératif trop négligé. Dans une société de consommation, la citoyenneté n'est pas la reine détrônée d'un passé mythifié : elle a sans doute toujours été minoritaire, et elle doit l'être pour ne pas devenir totalitaire. Elle est la ressource rare, précieuse, que seule une réflexion concrète et engagée peut sauvegarder, voire accroître.

[1] Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits. 1928-1974*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 491.

[2] Cf. Lucien Jaume, *Tocqueville. Les sources aristocratiques de la liberté*, Paris, Fayard, 2008.